



HAL
open science

Quand le genre entre en crise (politique)...

Julie Pagis

► **To cite this version:**

Julie Pagis. Quand le genre entre en crise (politique)... : Les effets biographiques du militantisme en Mai-68. Sociétés & Représentations, 2007, (En)quêtes de genre, 24, pp.233-249. 10.3917/sr.024.0233 . hal-02938957

HAL Id: hal-02938957

<https://hal.science/hal-02938957>

Submitted on 22 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUAND LE GENRE ENTRE EN CRISE (POLITIQUE)... LES EFFETS BIOGRAPHIQUES DU MILITANTISME EN MAI-68

Julie Pagis

Publications de la Sorbonne | *Sociétés & Représentations*

**2007/2 - n° 24
pages 233 à 249**

ISSN 1262-2966

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2007-2-page-233.htm>

Pour citer cet article :

Pagis Julie , « Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai-68 » , *Sociétés & Représentations*, 2007/2 n° 24, p. 233-249. DOI : 10.3917/sr.024.0233

Distribution électronique Cairn.info pour Publications de la Sorbonne.

© Publications de la Sorbonne. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUAND LE GENRE ENTRE EN CRISE (POLITIQUE)... LES EFFETS BIOGRAPHIQUES DU MILITANTISME EN MAI-68

Julie Pagis

Si les travaux portant sur les effets – notamment ceux de politisation – des événements politiques sur les trajectoires sont rares¹, les recherches sur les conséquences biographiques du militantisme prenant en compte le genre ont longtemps été quasi inexistantes² en science politique. Pourtant, dans ma thèse examinant les effets du temps court³ (des événements politiques) sur le temps plus long des tra-

1. Voir Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Paris, Nathan, 1990, 128 p. ; Olivier Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 52, vol. n° 2-3, avr.-juin 2002, pp. 125-144 ; Doug McAdam, « The biographical consequences of activism », *American Sociological Review*, 1989, n° 54, pp. 744-760 ; Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 (1^{re} éd. Princeton University Press, 1996), 365 p.

2. Néanmoins, des travaux sur ce thème se sont développés depuis les années Quatre-vingt dix : voir, entre autres, Doug McAdam, « Gender as a Mediator of the Activist Experience : The Case of Freedom Summer », *The American Journal of Sociology*, vol. 97, n° 5, 1992, pp. 1211-1240 ; Bernice Mc Nair Barnett, « Invisible Southern Black Women Leaders in the Civil Rights Movement : The Triple Constraints of Gender, Race, and Class », *Gender & Society*, vol. 7, n° 2, 1993, pp. 162-182 ; Xavier Dunezat, « Luttes dans la lutte : action collective et rapports sociaux de sexe », intervention au VIII^e Congrès de l'Association française de Science politique, Lyon, 14-16 sept. 2005 ; Colloque international *Genre et militantisme*, LIEGE-CRAPUL, Lausanne, 26-27 nov. 2004.

3. Dans la veine des travaux de Boris Gobille qui propose une « socio-histoire du temps court » comme « moyen de ne pas réduire le temps court au temps long », en réinsérant le temps des événements dans le temps long des trajectoires biographiques. Cette approche permet ainsi de situer les logiques d'action des acteurs étudiés par rapport aux modifications structurelles, à leurs trajectoires biographiques, mais également aux contraintes situationnelles auxquelles ils sont confrontés dans le cours de l'événement. Voir *Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en Mai-68*, Thèse de doctorat en Science politique, EHESS, 2003.

jectoires, le genre s'est avéré essentiel pour appréhender les conséquences différenciées qu'ont pu avoir les événements de Mai-68 sur les trajectoires des enquêtés.

Les premiers résultats de l'enquête⁴, menée auprès de deux cent familles dans lesquelles l'un des parents – au moins – a participé à ces événements, mettent en évidence qu'hommes et femmes n'ont pas reçu le même type de socialisation politique avant 1968 et n'ont pas les mêmes disponibilités biographiques⁵ pour l'action militante. Ces différences ont des conséquences d'abord sur la manière de vivre les événements de Mai-68 – pour lesquels on peut alors quasiment parler de mouvement social sexué⁶ – et ensuite sur les logiques de reconversion des dispositions à la révolte et des compétences acquises par le militantisme dans les trajectoires professionnelles, conjugales et politiques post-68. J'ai été ainsi conduite à revisiter la question classique de la constitution de générations sous l'angle du genre.

Les années Soixante, en France, sont marquées par quelques transformations structurelles essentielles pour l'évolution de la condition féminine⁷. Dans le domaine juridique, des changements législatifs sur la sexualité – notamment la loi Neuwirth, votée en 1967, autorisant la contraception – participent de l'accession à une forme d'indépendance sexuelle. Pour autant, les représentations du féminin – et du masculin – n'évoluent pas au même rythme, et le décalage entre les évolutions objectives et l'inertie des représentations est à l'origine de la politisation collective de toute une génération⁸ et de l'émergence des mouvements féministes. La révolte, tue, vécue comme « personnelle » et relevant de la « sphère privée », acquiert avec Mai-68 le droit de s'exprimer, et un schème d'interprétation est fourni : « le personnel est politique ». C'est aux rapports sociaux de sexe que s'attaque notamment cette génération qui participera à l'invention d'un nouvel « *habitus* féminin » au début des années Soixante-dix.

4. Les familles ont été sélectionnées à partir des registres d'anciens élèves de deux écoles primaires proposant, dans les années Soixante-dix/Quatre-vingt, un enseignement inspiré par les méthodes pédagogiques Freinet, Montessori, Decroly, dans lesquelles on avait supposé que de nombreux ex-soixante-huitards avaient scolarisé leurs enfants. Deux questionnaires ont été construits : l'un pour la génération des parents, l'autre pour celle des enfants. Ce travail quantitatif est complété, parallèlement, par une enquête ethnographique fondée sur des entretiens dans une partie de ces familles.

5. Doug McAdam, *Freedom summer*, New York, Oxford University Press, 1988, 333 p.

6. Voir Danièle Kergoat, « L'infirmière coordonnée », *Futur Antérieur*, n° 6, 1991, pp. 71-85.

7. Qu'il s'agisse de l'accès des filles aux études supérieures ou de l'accès des femmes au salariat et donc à l'indépendance économique : le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 50 ans passe de 44% en 1964 à 73% en 1989. Voir Christian Baudelot et Roger Establet, *Allez les filles ! Une révolution silencieuse*, Paris, Le Seuil, 1992, 282 p.

8. C'est ce que j'ai appelé le « schème des incohérences statutaires », caractéristique de la politisation de la plus jeune génération de mon corpus : l'événement Mai-68 joue un rôle de politisation en rendant pensable politiquement et collectivement le sentiment partagé par ces jeunes adultes de désajustement entre des positions occupées et leurs destinées probables.

On s'inscrit ici dans la droite ligne des travaux de McAdam⁹ qui pose la question de la persistance de différences dans les comportements politiques de cohortes militantes par rapport à leurs contemporains non-engagés, ou de ceux de Whittier¹⁰ qui traite de la persistance d'une « identité collective¹¹ » politique chez les féministes radicales de Columbus. En effet, mon enquête fait apparaître un ensemble d'incidences de la participation aux « événements de Mai-68 » sur les trajectoires professionnelles, privées et politiques des enquêté(e)s. Décomposer ces effets selon le genre¹² permet notamment de poser la question de la constitution de « générations genrées ».

Si je m'inscris donc dans la suite des travaux de McAdam¹³ concernant les représentations genrées de l'importance subjective d'une crise politique dans une trajectoire biographique, je m'en éloigne à propos des effets du militantisme sur les pratiques et comportements politiques (opinions politiques, pratiques militantes, *etc.*). Ainsi à la différence de McAdam, mes matériaux mettent-ils en évidence des effets objectifs différenciés selon le sexe et non pas moindres sur les trajectoires féminines. Dans un premier temps, je traiterai des incidences biographiques de Mai-68 à court et moyen termes en abordant la question du rôle de cet événement dans la socialisation politique secondaire des enquêtés. La question de l'existence de générations genrées sera posée dans la deuxième partie consacrée aux incidences biographiques à long terme du militantisme en 1968.

9. Doug McAdam, *Freedom Summer*, *op. cit.*

10. Nancy Whittier, « Political generations, micro-cohorts, and the transformation of social movements », *American Sociological Review*, vol. 62, n°5, oct. 1997, pp. 760-778.

11. Pour l'auteur, les acteurs immergés dans un mouvement social intériorisent une nouvelle définition d'eux-mêmes, et cette identité collective relève de trois processus : la délimitation des frontières du groupe auquel on appartient, la construction d'une conscience d'opposition ou d'un schème politique d'interprétation du monde et la politisation de la vie quotidienne.

12. La thèse en cours s'attache également à analyser le rôle d'autres variables (âge, appartenance générationnelle, origine sociale, *etc.*) sur ces effets du temps court.

13. Celui-ci montre que les femmes attribuent plus d'importance subjective au projet du *Freedom Summer* (dans le cadre de la lutte pour les droits civiques des noirs aux États-Unis, des jeunes militants des universités du nord des États-Unis se rendent durant l'été 1964 dans le Mississippi pour aider la population noire à s'inscrire sur les listes électorales) et à son impact sur leur vie que les hommes, mais que les effets objectifs de leur participation à cet événement sur leurs pratiques politiques ultérieures sont plus importants sur les hommes à moyen et long termes.

Des logiques genrées de reconversion des dispositions critiques à court et moyen terme

Le rôle de l'événement Mai-68 dans la socialisation politique secondaire : un processus genré

236

Si près des trois-quarts des enquêtés des deux sexes déclarent dans leur questionnaire¹⁴ avoir continué à militer après 1968, seules 29 femmes (sur 86) étaient militantes avant 1968 contre 49 hommes (sur 80) : l'événement politique Mai-68 joue donc un rôle de déclencheur d'entrées en politique collectives plus important pour les femmes. De plus, les femmes sont deux fois plus nombreuses que leurs homologues masculins à déclarer avoir vécu une certaine continuité entre leurs « aspirations soixante-huitardes » et la situation à laquelle elles se sont trouvées confrontées après les événements. Elles situent plus tardivement qu'eux la « fin de l'après-Mai¹⁵ » dans leurs trajectoires quant elles ne rejettent pas l'idée même d'un « retour à l'ordre », comme le fait Annick, née en 1949, fille d'enseignants et sage-femme aux Lilas : « pas de retour à l'ordre : les choses n'ont jamais plus été pareilles ».

Pour expliquer le rôle sexué de politisation de l'événement Mai-68 et le fait que les femmes enquêtées ne perçoivent pas de la même manière que les hommes le « retour à l'ordre » de l'après-68 dans leur trajectoire, il est nécessaire de remonter au processus de socialisation politique.

La famille est le cadre premier de ce processus « formateur de grille de lecture, de pré-dispositions, d'attitudes profondes¹⁶ » qui passe par l'éducation et donc par la transmission de systèmes de dispositions. Or, ces derniers sont façonnés par le genre tout comme la représentation du politique. La politique est ainsi associée traditionnellement à des valeurs de conflit, de pouvoir, de puissance et se trouve donc exclue de la sphère féminine. Comme l'a montré Anne Muxel, c'est une « prégnance d'un modèle masculin d'interprétation de l'intérêt comme de l'engagement politique¹⁷ », qui domine la socialisation primaire.

14. J'ai reçu à ce jour 352 questionnaires, dont 166 pour la génération des ex-soixante-huitards. C'est sur ces 166 questionnaires (86 femmes et 80 hommes) que je me fonde.

15. Les expressions entre guillemets correspondent aux formulations du questionnaire.

16. Annick Percheron, « La socialisation politique, défense et illustration », in Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, t. 3, Paris, PuF, 1985, pp. 166-235.

17. Anne Muxel, « Socialisation et lien politique », in Thierry Blöss (dir.), *La Dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PuF, 2001, p. 31.

Les savoir-faire politiques valorisés socialement correspondent aux savoir-faire inculqués principalement aux garçons auxquels l'on apprend très jeune à se mettre en avant, à parler fort, à avoir confiance en soi, à s'intéresser aux « choses publiques », à « commander », *etc.*¹⁸ Lucie Bargel montre comment « l'inscription différenciée des hommes et des femmes dans ce processus [de socialisation politique] pourrait livrer des clefs de compréhension de l'exclusion (et de l'auto-exclusion) des femmes de l'exercice du pouvoir politique¹⁹ ». Concernant le militantisme avant 1968, les femmes sont deux fois moins présentes que les hommes dans la sphère militante²⁰ (et quand elles militent, elles y occupent des positions souvent dominées, nombre d'entre elles expliquant en entretien avoir été politisées et introduites dans cette sphère « par leur mari »). Nées entre 1937 et 1950, l'éducation traditionnelle qu'elles ont reçue les destine plutôt à la sphère privée et aux fonctions de reproduction, et participe à l'intériorisation d'un sentiment d'illégitimité à opiner²¹ sur des questions politiques. Tandis que le sentiment d'être plus « compétents » politiquement passe chez les garçons par une éducation et une socialisation politique propices à l'acquisition des dispositions nécessaires à l'exercice des tâches militantes les plus valorisées et du sentiment de légitimité à s'occuper de politique.

Le genre façonne donc le type de compétences acquises pendant la socialisation primaire et mobilisables dans la sphère politique si bien qu'il semble plus judicieux de parler de « compétences politiques genrées²² ». En effet, à l'image de la notion de qualification dans le domaine du travail, la notion de « compétence politique²³ » est « fondamentalement un rapport entre certains savoir-faire et l'estimation de leur valeur sociale²⁴ », si bien que, dans la définition même de cette notion, entre le processus de construction sociale de la différence des sexes.

18. Voir Elena Gianini Belotti, *Du côté des petites filles*, Paris, éd. des femmes, 1974, 251 p.

19. Lucie Bargel, « La socialisation politique sexuée : apprentissages des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, n° 3, 2005, pp. 36-49.

20. Elles sont néanmoins bien plus nombreuses (un tiers d'entre elles) à avoir milité avant 1968 (notamment au sein des JC, des JAC ou de l'UJCml) que l'ensemble des femmes dans la société de l'époque. Rappelons également que la part des femmes dans l'engagement partisan avant 1968 est toujours inférieure à 20% et que ce chiffre est guère plus élevé dans les mouvements sociaux : voir Catherine Achin, Sandrine Lévêque, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2006, 122 p.

21. Plusieurs enquêtes sur les comportements politiques de cette époque font apparaître une moindre compétence à opiner des femmes : voir, entre autres, Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas » (1973), reproduit dans *Questions de sociologie*, Paris, éd. de Minuit, 1980, pp. 222-235.

22. Afin notamment de ne pas partir d'une grille de lecture androcentrée pour définir ce qu'est une compétence politique, sans interroger le contexte de sa production et de la légitimation de ces pratiques.

23. Sur la question des mécanismes de la production sociale de la compétence politique, Voir, entre autres, Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978, 264 p.

24. Christian Baudelot et Roger Establet, *Allez les filles ! ...*, *op. cit.*, p. 231.

Près des deux tiers des hommes abordent Mai-68 forts d'expériences professionnelles et politiques passées²⁵. Leurs trajectoires ressortiront de ces événements moins déviées que celles de nombreuses femmes, dont les destins individuels rencontrent la crise politique de Mai-68 à des moments biographiques où elles sont davantage perméables à ses effets :

Mai-68 pour moi, ça correspondait à ma crise d'adolescence, sauf que là j'avais l'occasion rêvée de pouvoir dire haut et fort, crier dans la rue ce que je pensais de mon éducation, de mes parents... et ça prenait un sens politique²⁶.

Le rôle de l'événement Mai-68 dans leur socialisation politique secondaire est plus important dans la mesure où les effets d'âge – les femmes ici sont légèrement plus jeunes que les hommes en 1968 : 24 ans en moyenne contre 26 ans et demi –, de position²⁷ et de socialisation politique préalable viennent s'ajouter aux effets du contexte de crise politique²⁸.

Si le genre a une influence sur le nombre d'entrées en politique avec Mai-68, il joue également sur les formes de politisation : une grande majorité des nos enquêtées (56 sur 86) s'investissent dans les mouvements féministes²⁹, ce qui n'est le cas que d'une minorité des hommes (12 sur 80). Elles militent alors pour faire évoluer leur condition, participant à l'invention d'un nouvel *habitus* féminin, tandis que l'*habitus* masculin ressort moins affecté par ces événements, d'où des « retombées » de Mai-68 vécues – objectivement et subjectivement – différemment selon le sexe.

On voit que le genre joue doublement : en amont, il pèse sur le processus de socialisation politique en dotant hommes et femmes de ressources politiques différenciées. Dès lors, pendant les événements, hommes et femmes ont des modes de

25. Leur participation à la lutte contre la Guerre d'Algérie ou celle du Vietnam a déjà, en partie, « fixé » leur identité politique.

26. Sandrine, née en 1952 dans une famille bourgeoise nantaise, reçoit une éducation catholique : Mai-68 représente pour elle l'occasion de « régler des comptes » avec sa famille et sa « destinée probable » qui sera d'ailleurs fortement marquée par ces événements. En effet, sa trajectoire post-68 est caractérisée par l'anti-conformisme dans tous les domaines : elle vit aujourd'hui en caravane, se présente comme élèveuse d'ânes et participe à un SEL (Système d'échange local) dans son village.

27. Elles sont globalement moins engagées dans leurs carrières professionnelles, si bien que celles-ci seront plus aisément déviées par leur implication en Mai-68.

28. Pierre Bourdieu parle d'un « schème de politisation » lors de crises politiques : « ce que l'on appelle la "politisation" désigne le processus au terme duquel le principe de vision et de division politique tend à l'emporter sur tous les autres... », in *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984, pp. 242-243 ; voir également Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992, 319 p.

29. Participant à divers degrés aux activités du MLAC, à la mise en place de crèches sauvages, à des groupes de femmes sur leur lieu de travail ou d'étude ou encore au MLF.

participation³⁰ distincts, qui expliquent une différence sexuée dans le processus de socialisation politique secondaire de la crise politique de Mai-68.

Une rénovation critique de la vie quotidienne

À moyen terme, le genre pèse sur le type de reconversion du « capital militant³¹ » – acquis avant ou avec Mai-68 : à capitaux égaux, les hommes de notre corpus ont tendance à reconvertir ces dispositions dans la sphère professionnelle tandis que les femmes sont plus nombreuses à les réinvestir dans la sphère privée et/ou la sphère du *care* (sage-femme, crèches, planning familial). Cette différence fondamentale est à relier pour une bonne part à la division sexuée des tâches militantes au cours des événements de 1968, aux normes genrées du champ politique ainsi qu'à la socialisation primaire des enquêtés. En effet, le genre détermine l'acquisition de compétences qui se reconvertiront à des taux bien moins avantageux socialement pour les femmes que pour les hommes. Si le travail militant masculin permet l'acquisition d'un capital militant (d'organisation, de *leadership*, de prise de parole, de synthèse, *etc.*) facilement « reconvertible » dans la sphère professionnelle car socialement plus valorisé, la reconversion des compétences politiques féminines passe principalement par la politisation de la sphère privée, comme moyen de se réapproprier le militantisme.

Ces femmes participent ainsi, tout au long des années Soixante-dix à une réelle « rénovation critique de la vie quotidienne³² ». En effet, pour nombre d'entre elles, les discours politiques révolutionnaires qui voulaient transformer la société de classe n'avaient aucun sens si on ne les appliquait pas tout d'abord au quotidien et au patriarcat, comme l'explique Martine³³ :

30. Mai-68 fait apparaître l'intériorisation d'une division genrée des modes de participation politique : on y retrouve une division sexuée classique des rôles où les prises de parole en réunion, la participation « active » aux événements ou encore le « charisme » des *leaders* sont majoritairement masculins, tandis que les femmes « suivent », « participent », jouent des rôles moins « visibles », moins « politiques », moins valorisés, moins objets d'attention. Le genre définit alors la répartition des tâches entre militants et leur hiérarchisation, et l'on retrouve bien les deux principes organisateurs de la division sexuée du travail selon Danièle Kergoat (principe de séparation et principe hiérarchique) in Hélène Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré, Danièle Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PuF, 2000, pp. 33-54.

31. Défini par Frédéric Matonti et Franck Poupeau comme « les savoirs et les savoir-faire incorporés au fil des expériences politiques », in « Le Capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, pp. 4-11.

32. Voir Gérard Mauger, « Gauchismes » in Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Le Siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au XX^e siècle*, Paris, Larousse, 1999.

33. Née en 1948, fille d'un inspecteur de police catholique de droite et d'une mère, issue d'un milieu de petits artisans de gauche, au foyer.

Après 1968, c'est l'engagement féministe et l'idée que pour changer le monde il fallait d'abord changer sa propre vie en s'attaquant aux rapports de domination dans la famille, le couple, le quotidien...

Au nom du slogan « le personnel est politique », la famille est dénoncée comme « institution de reproduction de l'ordre bourgeois » par les féministes radicales issues des milieux d'extrême gauche. La famille doit éclater, car elle est la cellule de base où se reproduisent des inégalités sociales. Ces actrices et acteurs tentent alors de « délégitimer les règles, normes et représentations qui présentent les groupes sociaux [de sexe] comme des groupes naturels³⁴ » en opposant à la famille tout un ensemble de « structures familiales subversives » comme la vie en communauté, la subversion des liens de parenté³⁵, la liberté sexuelle extra-conjugale, *etc.* Près de la moitié de nos enquêtée(s) ont ainsi vécu au cours des années Soixante-dix des expériences de « relation de couple ouverte³⁶ », et près de 40% ont connu des expériences de vie en communauté.

Ces incidences biographiques sexuées de 1968 ont entraîné à court terme une première vague de divorces que les femmes de notre corpus sont plus nombreuses – que leurs ex-maris – à relier aux événements de 1968. Annette, fille d'ouvriers catholiques de droite, née en 1948, divorce ainsi en 1973 :

On voulait l'un et l'autre de l'indépendance, parce qu'on s'étaient rencontrés très jeunes, qu'on n'avait connu personne d'autre avant, et puis l'atmosphère de liberté sexuelle *etc.*, ça nous influençait beaucoup et donc on croyait, on croyait qu'on pouvait supporter n'importe quoi, enfin, on s'est séparés en fin de compte...

Sans aller jusqu'à dire que Mai-68 a été la cause principale de la séparation de ces couples, il semble évident que ces événements ont joué un rôle de révélateur de dissensions, mais surtout que la prise de conscience féministe et l'investissement massif des enquêtées dans les mouvements féministes ont eu un effet sur leurs vies de couple. Doris, fille de rabbin née en 1948, explique ainsi comment sa trajectoire a progressivement divergé de celle de son mari au fur et à mesure qu'elle investissait le milieu féministe :

34. Danielle Kergoat, « Division sexuelle du travail » in Hélène Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré, Danièle Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, op. cit., p. 41

35. L'exemple le plus frappant étant la volonté de près de la moitié des parents de se faire appeler par leurs prénoms par leurs enfants.

36. La norme de fidélité est ainsi rejetée et la jalousie proscrite au nom du mot d'ordre : « on n'appartient à personne ».

Frank n'était pas du tout dans le coup, et moi j'avais de plus en plus de mal entre mon accord avec lui et mon accord avec mon nouveau milieu... et disons que ça a révélé des tas de trucs, et en plus de ça... je suis tombée amoureuse ailleurs.

Outre le fait que le champ militant a fonctionné comme marché matrimonial, le rôle de l'événement Mai-68 dans la politisation des questions « privées » est à l'origine d'une partie de ces séparations. En effet, ces moments de crise³⁷ se caractérisent par une « rupture d'intelligibilité³⁸ » et la remise en cause de tous les fondements de « ce qui va de soi ». L'ensemble des « habitudes » est questionné, devenant « vide de sens », ce vide appelant à une reproblématisation de soi et du monde³⁹. Les couples n'échappent pas à cette remise en cause profonde des habitudes et le féminisme fournit des grilles d'interprétation du monde qui rendent pensables politiquement et collectivement des situations vécues jusque-là sur le mode individuel du privé et du contraignant. Martine raconte :

Avant [1968] je pensais que j'étais « en retard » par rapport à d'autres, que si ça n'allait pas super dans mon couple c'est que je devais avoir des problèmes...et puis là, on se rendait compte que l'on partageait ces problèmes avec pleins d'autres filles ! Et on avait surtout le sentiment que ce n'était pas de notre faute, que c'était politique.

Une partie de ces divorces résulte ainsi de la manière différenciée dont les trajectoires des deux membres du couple ont été affectées par ces « événements de Mai-68 », la remise en question des rapports sociaux de sexe ayant joué un rôle certain dans ces ruptures.

Nombreuses sont les enquêtées à relater à quel point ces révolutions de la vie quotidienne les avaient « complètement déboussolées », remettant totalement en question leur éducation judéo-chrétienne. C'est le cas de Noëlla, née en 1948, qui reçoit une éducation catholique dans une famille de petits artisans bordelais de droite, et se marie alors qu'elle est encore étudiante « avec le premier homme que j'ai embrassé, ça paraît incroyable maintenant, je n'ai couché qu'après ! Tellement, dans ma famille, c'était tabou. » Elle part à Paris, en 1967, pour continuer ses études de Lettres à la Sorbonne, et s'investit dans les événements de Mai-68 au sein du mouvement du 22-Mars. Participant à la création des premières crèches sauvages, elle découvre dans le féminisme une « deuxième famille », et se sépare très vite de son mari :

37. Voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, op. cit.

38. Alban Bensa et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrains*, n° 38, 2002, p. 8.

39. Voir Boris Gobille, *Crise politique et incertitude...*, op. cit.

Bernard ne comprenait rien, il avait juste suivi de loin Mai-68, mais il travaillait déjà. Quant à mon nouveau milieu féministe, il les détestait... faut dire que c'était réciproque, qu'au début je devais tout le temps le défendre... mais bon, on était devenus trop différents.

Elle part vivre en communauté dès 1972 avec sa fille, et refuse de travailler pendant plusieurs années, fidèle en cela à ses nouvelles convictions anarchistes. Elle avoue en entretien que l'incompréhension de ses parents vis-à-vis de son nouveau mode de vie, tout comme le bouleversement total de ses références l'ont « affectée » :

À l'époque je me suis mise à faire une psychanalyse, le temps que toute cette révolution à l'intérieur de moi... ça a été quelque chose qui m'a déséquilibrée d'une certaine façon, et pendant toute cette période de deux, trois ans, où je changeais complètement mes repères, eh bien, j'ai coupé les ponts avec mes parents [...]. On s'imagine pas le tremblement de terre moral que ça a été pour toute une génération.

Pour Noëlla, comme pour de nombreuses femmes enquêtées, les événements de 1968 ont ainsi été l'occasion de réelles conversions personnelles, conversions parfois violentes parce que provoquant la genèse d'*habitus* « déchirés⁴⁰ ». En effet, le décalage entre un *habitus* féminin formé par leur socialisation primaire et un *habitus* féminin en cours d'innovation, pour lequel ces femmes n'ont pas de modèles⁴¹ hérités des générations antérieures et prêts à être endossés, est source de déchirements.

La psychanalyse apparaît souvent comme un moyen de gérer ces tensions identitaires provoquées, pour une partie de ces femmes⁴², par le poids de Mai-68 sur la remise en question profonde de leur condition.

40. Voir Gérard Mauger, « Entre engagement politique et engagement sociologique », in Sylvie Tissot, Christophe Gaubert, Marie-Hélène Lechien (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, PuLim, 2005, pp. 177-192.

41. Françoise Collin parle d'une « politique de l'irreprésentable » à ce propos en écrivant que « le féminisme introduit non pas une évolution mais une révolution dans la conception du rapport entre les sexes, révolution qui ne comporte pas de modèle factuel ou idéologique préalable », in *Dictionnaire critique du féminisme*, op. cit., p. 29.

42. Les femmes ici sont deux fois plus nombreuses que les hommes (35 contre 16) à avoir fait une analyse.

Incidences biographiques à long terme : la constitution de « générations genrées » ?

Effets biographiques subjectifs

Aborder la question de la constitution de générations genrées, c'est regarder les effets qu'ont pu avoir les événements de 1968 sur le mode de vie et la vision du monde actuels de nos enquêté(e)s. Si près des trois-quarts déclarent que 1968 a modifié assez ou beaucoup leur « grille d'interprétation du monde », les femmes attribuent à Mai-68 un effet plus important que les hommes sur leurs positions politiques actuelles, l'éducation donnée à leurs enfants, leur vision du couple ou encore leur mode vestimentaire, ce que confirment les entretiens.

La formulation du questionnaire permettait aux enquêté(e)s de préciser en quoi leur mode de vie au quotidien était affecté, trente-cinq ans après, par les événements de 1968 ; or, il n'y a quasiment que des femmes qui ont précisé leurs réponses. Elles ont toutes mis l'accent sur la rénovation critique des pratiques quotidiennes de la sphère privée :

« Conscience de l'écologie dans les gestes quotidiens ; partage des tâches avec conjoint ; non conformisme » ; « choix de vie plus marginaux » ; « recherche de l'équité, soit de justice, conformité avec mes idées dans les actes et choix quotidiens » ; ainsi que sur le sentiment d'une continuité entre 1968 et aujourd'hui : « j'ai toujours cherché à rester dans cette ouverture » ; « je ne cesse de construire mes relations en fonction de cet engagement et ouverture » ; ou encore « 1968 : je vis avec ! ».

Par ailleurs, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir le sentiment d'appartenir à une « génération 1968 » et à déclarer se sentir « marginales » dans la société actuelle, ce qui souligne là encore le sentiment de porter, des décennies après, les marques d'une époque, d'un engagement passé. Noëlla va jusqu'à expliquer :

Je peux dire que je suis née en 1968... enfin je suis née intellectuellement, je me suis réveillée d'une espèce de sommeil où j'étais... que mon éducation... que toutes les contraintes, toute la culpabilisation qu'on m'avait mise dans la tête... peut-être je magnifie aussi, mais pour moi, ça restera les événements les plus importants de ma vie, les années d'après 1968, [...] pour moi c'est la vie quoi, c'est là où ça commence.

Cet extrait révèle bien le rôle des événements dans les processus de conversion, qui s'accompagnent ici d'une reconstruction de sa trajectoire en un « avant » et un « après » 1968.

Ainsi, si l'on reprend l'idée selon laquelle les acteurs font les événements en même temps qu'ils sont faits par eux, on peut dire que les enquêtées partagent davantage le sentiment d'avoir « été faites par 1968 » – en pensant leurs trajectoires de vie autour d'un « avant » et d'un « après 1968 » – tandis que les hommes ont plus tendance à revendiquer avoir « fait 1968 », dans le sens d'agir, dans des rôles de décideurs, de *leaders*. Si ces impressions peuvent s'expliquer en partie par des causes objectives – l'hétérogénéité sexuée en terme de capital militant, d'expériences et de positions (sociales et professionnelles) avant 1968 imprimant sa marque sur les modalités de participation aux « événements » comme on l'a dit – le genre permet de comprendre cette différence. En effet, se penser comme un individu ne devant rien à personne et ayant participé à modifier le cours de l'Histoire sont des traits socialement valorisés pour les hommes, tandis que reconnaître l'influence d'événements sur sa trajectoire biographique pourra être considéré comme un signe de faiblesse pour ceux-ci ou, au contraire, comme un signe d'humilité pour celles-là, cette hiérarchie des valeurs étant intériorisée dès l'enfance via une socialisation familiale genrée.

Le féminisme, une cause dont on peut (encore) se revendiquer

S'il faut invoquer le genre pour comprendre comment les évaluations de l'importance de Mai-68 varient d'un individu à l'autre, il ne faut pas oublier la part de reconstruction biographique dans les entretiens. Un militantisme intense lors d'une crise politique est une occasion rare de reconstruction de sa biographie⁴³. Or, à long terme, on peut faire l'hypothèse que reconstruire sa biographie selon un « avant » et un « après » 1968 est plus aisé pour les femmes qui peuvent faire des événements de 1968 le moment de leur vie où elles ont basculé d'un état conservateur des mœurs à une « libération des femmes », même si objectivement, cette rupture ne se fait pas en 1968 mais après⁴⁴. De plus, le féminisme est peut-être l'une des causes qui a eu la plus grande postérité, si bien qu'une « identité collective⁴⁵ »

43. « Mais le militantisme intense révèle les possibilités d'une reconstruction biographique comme seules quelques autres expériences de la vie (divorce, conversion religieuse, service militaire) le font. [...] Pour de nombreux volontaires, l'Été de la Liberté devint l'événement autour duquel ils reconstruisirent leur biographie dans un style "avant" et "après". », in Doug McAdam, « Gender as... », *loc. cit.*, p. 1231.

44. Voir, entre autres, Françoise Picq, *Libération des femmes : Les années mouvement*, Paris, Le Seuil, 1993, 380 p.

45. Dans son travail sur les mouvements féministes de Columbus, Nancy Whittier montre qu'une identité collective ne pourra perdurer qu'à condition que la mémoire militante soit transmise et pour ce un minimum de continuité dans les structures militantes doit être assuré. Voir Nancy Whittier, « Political generations... », *loc. cit.*

féministe peut perdurer, identité qui permet aux femmes de se revendiquer de 1968 et de présenter leurs trajectoires selon la cohérence du militantisme des années Soixante-dix.

Suivre les trajectoires politiques et professionnelles de couples de militants en 1968 permet d'analyser ce travail genré de mise en cohérence de sa trajectoire autour d'un événement politique. Prenons le cas de David et Annick, représentatif des couples enquêtés. David⁴⁶, élève de l'École normale supérieure militant à l'UJCml⁴⁷ en 1968, devenu professeur de philosophie en classes préparatoires, parle de son engagement comme d'un militantisme « lié à une époque, un contexte », ce qui revient à le mettre à distance. En revanche, sa femme Annick⁴⁸ fait de son métier de sage-femme la prolongation de ses engagements féministes. Et alors que l'entrée dans la vie active de David correspond à sa sortie du militantisme, Annick a continué à militer jusqu'à aujourd'hui dans de nombreuses organisations et associations féministes, participant⁴⁹ aux différentes luttes pour le droit à l'avortement.

Enfin, si les enquêtées peuvent penser leurs trajectoires en continuité avec leurs engagements féministes passés, c'est aussi que la cause féministe reste d'actualité. En effet, si l'on assiste bien à des transformations structurelles scolaires, sexuelles, économiques de la condition féminine, les représentations du masculin et du féminin n'évoluent pas à la même vitesse. L'intériorisation de la domination masculine est notamment à l'origine de la résistance à ces transformations et explique également les nombreux échecs dans les tentatives de « structures familiales subversives » (de la libération sexuelle aux tentatives plus ou moins longues de vie en communauté). L'acquisition des dispositions, pratiques, correspondant à une condition féminine émancipée est un processus de longue haleine, à ce jour inachevé. Tandis que se développent les mouvements féministes, la dévalorisation du marxisme et du militantisme d'extrême gauche, dès le milieu des années Soixante-dix, rend bien plus difficile, pour la majorité des hommes de mon corpus, le travail de mise en cohérence de leurs engagements passés avec leurs devenirs actuels : il n'y a pas d'équivalent⁵⁰ du mouvement des femmes et de ses retombées pour se donner une « nouvelle identité » dans le prolongement de Mai-68, autour de laquelle mettre en cohérence sa trajectoire biographique.

46. David, né en 1949, est issu d'une famille juive de fourreurs, proches du parti communiste, mais non-militants.

47. Union des Jeunesses Communistes marxistes léninistes, mouvement maoïste.

48. Née en 1949, Annick est fille d'enseignants socialistes syndicalistes (CFDT).

49. Dans le cadre de ses nombreuses responsabilités associatives, que ce soit au sein de l'ANCIC (Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception), du MFPE, du CRN (Commission Régionale de la naissance) dont elle est coordinatrice, ou de la Coordination nationale des sages femmes dont elle fut un temps porte parole.

50. Trois-quarts des enquêté(e)s des deux sexes se déclarent aujourd'hui féministes, alors qu'ils ou elles sont moins d'un quart à se déclarer marxistes.

Effets « objectifs » à long terme

Avant d'évoquer les différences générées à long terme, il faut souligner tout d'abord la persistance d'une « génération de 1968⁵¹ » au sens de Karl Mannheim : trente-cinq ans plus tard, les enquêtés continuent à se distinguer du reste de la population non militante en 1968, en terme de revenus, globalement plus bas que s'ils n'avaient pas milité en 1968, de taux de mariage, de taux de divorce, de retard à la conception ou encore de persistance d'opinions de gauche voire d'extrême gauche et d'activités militantes.

Ainsi, sur les quatre-vingt-deux couples⁵² observés, cinquante ont finalement divorcé. Mais ces divorces n'ont pas eu les mêmes conséquences selon le sexe puisque les hommes divorcés sont plus de deux fois plus nombreux que leurs ex-compagnes à vivre en couple actuellement. Si ce résultat rejoint les analyses classiques en sociologie de la famille sur la plus grande difficulté pour les femmes à se remettre en couple après un divorce⁵³, l'écart sexué est plus accentué encore dans notre population⁵⁴. Il semble traduire l'évolution différenciée de leur vision du couple puisque les femmes sont plus nombreuses à déclarer que Mai-68 a eu un effet sur celle-ci – remise en question du partage traditionnel des tâches notamment, mais aussi refus du couple pour certaines. Si les hommes sont également façonnés, modifiés par leur militantisme, ils ne le sont pas au point de celles qui ont éprouvé, « corps et âme », et mis à l'épreuve dans leurs vies privées leurs revendications militantes.

Pour ces féministes ayant milité pour la remise en cause du système de genre dans leur vie quotidienne, ce passé militant reste central dans leur justification d'exister, puisqu'il a profondément modifié leur *habitus* féminin si bien que se remettre en couple, cela veut dire trouver un partenaire qui accepte de nouvelles normes générées dans la vie conjugale, ce qui ne s'avère pas toujours évident comme le souligne Marthe⁵⁵ :

51. Ces résultats viennent ainsi confirmer ceux de plusieurs travaux sur le poids du militantisme lors de grands « mouvements sociaux » sur les trajectoires politiques des ex-militants. Voir, en plus des articles déjà mentionnés : M. Kent Jennings, « Residues of a movement : The aging of the american protest Generation », *American Political Science Review*, n°81, juin, 1987, pp. 367-382.

52. Le taux de divorce moyen pour l'ensemble de la population française au début des années Soixante-dix est estimé à moins de 15% (données de l'INSEE et ministère de la Justice) et n'a fait que croître depuis, s'élevant en 2003 à 42,5% : on peut ainsi penser que notre population a été pionnière d'une tendance devenue générale.

53. Voir Francine Cassan, Magali Mazuy, François Clanché, « Refaire sa vie de couple est plus fréquent pour les hommes », *Insee Première*, n° 797, juill. 2001 [En ligne : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP797.pdf]

54. L'enquête famille INED/INSEE 1999 avance les chiffres de 62% et 39% de probabilité de refaire sa vie après une rupture, selon que l'on est un homme ou une femme, « toutes choses égales par ailleurs ».

55. Née en 1939 dans une famille bourgeoise parisienne, Marthe a un diplôme de chirurgien-dentiste, mais n'exerce plus depuis le milieu des années Soixante-dix, et s'est reconvertie au cours des années Quatre-vingt dans la vidéo.

Je me suis rendu compte que je faisais peur aux hommes, je n'ai jamais eu de mal à avoir des aventures, mais dès qu'il s'agissait d'une vie en couple, ils fuyaient, comme si je leur en demandais trop...

Et son ex-mari me dit à propos des féministes :

Je n'ai jamais été aussi jaloux qu'avec Françoise [sa deuxième compagne, féministe] ; faut voir ce que c'était que d'être avec une féministe, tu pouvais aller à une soirée avec elle et qu'elle reparte avec un autre, et si tu disais quelque chose, tu étais un bourgeois, un sale macho ou encore pire : un jaloux !

Pour les hommes enquêtés ayant eu des engagements révolutionnaires, il est plus facile de « passer à autre chose » après quelques mois ou années de militantisme gauchiste qui n'auront pas modifié profondément leur *habitus* masculin ; l'objectif premier du militantisme révolutionnaire n'étant pas le renversement ou la disparition des rapports sociaux de sexe. Il est ainsi plus facile pour eux de vivre cette époque comme une parenthèse de vie et de reprendre des formes de vie conjugale « classiques ».

L'avantage relatif des femmes sur les hommes dans la revendication d'un « passé soixante-huitard » doit être nuancé et Annick me reprend au cours d'un entretien lorsque je parle de « liberté sexuelle » pour me dire : « non, je parlerais plutôt de liberté tragique, d'une liberté éprouvée... pas toujours joyeuse... ». En effet, la liberté pour laquelle elles se sont battu passe parfois par le rejet et/ou le dénigrement de la part de leur mari (mais également d'autres hommes rencontrés ultérieurement), de leur famille ou même de leurs enfants, et ce car elles ne correspondaient souvent plus aux normes de genre, aux représentations de « l'épouse » ou de la « mère », intériorisées par ces derniers. C'est en quelque sorte le prix de leur émancipation.

Cette émancipation semble également passer par un engagement politique dans la durée. En effet, les femmes sont actuellement plus militantes que les hommes⁵⁶ et elles sont bien plus nombreuses que ces derniers à juger « très important » que leurs ami(e)s partagent les mêmes opinions politiques qu'elles. De plus, si les hommes étaient plus nombreux à se situer à l'extrême gauche et à se déclarer « révolutionnaires » que les femmes en 1968, le rapport s'est équilibré aujourd'hui. Il semblerait que la « radicalisation » des femmes se soit faite de manière décalée dans le temps par rapport aux hommes et à plus long terme. L'évaluation des positions politiques de leurs parents par les enfants du corpus vient confirmer ce résultat : ceux-ci estiment que le glissement vers la droite est moindre pour leurs mères que

56. Plus de la moitié d'entre elles se déclarent militantes contre trente-deux des quatre-vingts hommes.

pour leurs pères. Plusieurs hypothèses, en terme de genre, peuvent être avancées ici pour expliquer la radicalisation des femmes et leur investissement actuel plus important dans le champ militant. Tout d'abord, remettre en cause le système de genre, c'était, pour ces femmes, investir le champ militant traditionnellement réservé aux hommes ; tandis que celles-ci l'investissaient en nombre, ceux-là se désengageaient : on retrouverait alors un schème classique de la dévalorisation d'une sphère à la suite de sa féminisation.

Mais c'est du côté des carrières professionnelles que l'on trouve un élément central de réponse. L'analyse⁵⁷ des trajectoires professionnelles des enquêtés laisse apparaître un plus grand nombre de situations de « galère » professionnelle du côté des femmes. En effet, celles-ci semblent s'être plus marginalisées que leurs homologues masculins, sont plus nombreuses à avoir eu des parcours professionnels « chaotiques » et à se retrouver au chômage après cinquante ans – Anne m'écrit ainsi : « Je dois trouver un travail à la fin de l'année. J'ai cinquante-cinq ans et je ne suis pas sûre d'en trouver. Peut-être finirai-je clocharde... » – ou célibataires et sans retraite comme Marthe, expliquant qu'à long terme, l'effet de 1968 sur sa trajectoire professionnelle c'est : « pas de retraite, pas d'argent ». On retrouve ainsi dans notre corpus de nombreux couples qui se sont séparés au cours des années Soixante-dix ou Quatre-vingt et dans lesquels l'ex-mari a repris une trajectoire privée et professionnelle très « classique » tandis que son ex-femme continuait un parcours « marginal » aux niveaux professionnel et privé. C'est le cas d'Anne – « chômeuse et écrivaine », née en 1950, fille d'ingénieur – dont l'ex-mari travaille au ministère des Affaires étrangères et s'est remarié à une femme non militante ; de Marthe dont l'ex-mari, professeur de mathématiques à l'Université, s'est également remarié à une femme non militante, ou encore de Doris et bien d'autres.

Si hommes et femmes ont pu vivre des expériences alternatives dans les années qui ont suivi Mai-68 et rompre un temps avec leurs « destinées professionnelles », le reclassement des femmes a été moins aisé. La reconversion des savoir-faire politiques acquis avec le militantisme avantage les hommes qui ont pu plus facilement utiliser leurs compétences d'organisation, de *leadership*, d'encadrement dans la sphère professionnelle tandis que le capital militant féminin, moins légitime, n'aura pas trouvé la même « équivalence » sociale sur le marché du travail. Le processus généré de reconversion des dispositions critiques de la sphère du militantisme vers la sphère professionnelle va donc plutôt dans le sens d'un reclassement⁵⁸ des hommes et d'un déclassement des femmes...

57. Les revenus individuels ne peuvent malheureusement pas être comparés selon le sexe puisque seuls les revenus « par ménage » ont été recueillis par questionnaire. L'analyse repose donc ici sur les entretiens et une comparaison des trajectoires professionnelles mentionnées dans les questionnaires.

58. Tous les hommes ne vivent pas des situations de reclassement bien évidemment, il s'agit là d'un résultat « moyen ».

Ainsi la question classique de la constitution de « générations politiques » gagnerait-elle à être retravaillée sous l'angle du genre. On pourrait parler de « générations politiques genrées » dans la mesure où les rapports sociaux de sexe traversent l'ensemble des processus à l'œuvre dans la constitution de ces générations – du processus de socialisation politique secondaire engendré par l'« événement Mai-68 » aux effets à court, moyen et long terme de la participation à Mai-68 sur les trajectoires biographiques – et tout particulièrement le processus de reconversion des dispositions et compétences acquises lors de l'engagement militant dans les sphères privée, professionnelle et politique. ■